

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 30 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PLASTIK PACK FRANCE

ZI DE GRON
Ruelle aux Chats
89100 Gron

Références : 240071
Code AIOT : 0024900003

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2023 dans l'établissement PLASTIK PACK FRANCE, implanté ZI DE GRON - Ruelle aux Chats - 89100 Gron. L'inspection a été annoncée le 08/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite est la vérification du respect de l'arrêté de mise en demeure du 06/04/2017 ainsi que les suites de la visite d'inspection du 03/06/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLASTIK PACK FRANCE
- ZI DE GRON - Ruelle aux Chats - 89100 Gron
- Code AIOT : 0024900003
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PLASTIKPACK FRANCE, créée en 1991, exploite depuis janvier 1992, en Zone Industrielle de GRON, une unité de production de bidons de capacité de 5 à 30 litres en matières plastiques (Polyéthylène) par extrusion / soufflage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.7	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.7	Lettre de suite préfectorale	15 jours
7	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.12	Lettre de suite préfectorale	15 jours
8	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.14	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 33	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 06/04/2017, article 1	Sans objet
5	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.7	Sans objet
6	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.7	Sans objet
10	Séparation des 2 unités de stockage	Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.15	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Organisation du stockage	Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 36	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/04/2017 est respecté.

Toutefois, l'inspection a constaté plusieurs non-conformités majeures qui feront l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/04/2017, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : En application de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, M. le directeur de la société PLASTIK France, dont le siège social est Ruelle aux chats à GRON, est mis en demeure à compter de la notification du présent arrêté : Sous un délai de trois mois, de respecter les dispositions mentionnées à l'article R. 181-46 du Code de l'Environnement, en déposant un dossier comportant tous les éléments d'appréciation relatif à la modification réalisée sur le stockage de produits finis, soit par exemple un dossier d'enregistrement.
Constats : Par courrier, en date du 02/03/2022, l'exploitant a transmis un dossier de porter-à-connaissance relatif comportant les éléments d'appréciation relatif à la modification réalisée sur le stockage de produits finis sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.7
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 32.7 de l'AP sont les suivantes : L'exploitant dispose : <ul style="list-style-type: none"> • d'un système interne d'alerte incendie ; • d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable

rapidement.
Constats :
Lors de la présente visite, l'inspection a constaté que le bâtiment de production ne dispose toujours pas de détection incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.7
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose : d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés
Constats :
Lors de la présente visite, l'inspection a constaté que les stockages extérieurs ne disposent toujours pas de protection incendie par des extincteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.7
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des locaux
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose : des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie d'incendie et de secours ;
Constats :
Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté un plan des locaux mis à jour partiellement. En effet, si la vanne de coupure de gaz a été mentionnée, la cuve de gaz est toujours manquante sur le plan.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.7
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.
Constats : Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a justifié d'une session de formation à la manipulation des extincteurs, faite par DESAUTEL, en date du 23/10/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.7
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance et vérification du matériel
Prescription contrôlée : Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a présenté les documents suivants: le compte-rendu Q4, relatif à la vérification du parc extincteurs du site, par DESAUTEL, en date du 26/01/2023 ; le compte-rendu Q5, relatif à la vérification du parc RIA du site, par DESAUTEL, en date du 13/10/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.12
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : [...] - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation [...] - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
Constats : Lors de la présente visite, l'inspection a constaté la présence de quelques consignes de sécurité, sous forme de fiches individuelles dans un classeur. D'autres consignes sont affichées dans différents endroits sur le site. Toutefois, les procédures d'arrêts d'urgence et de mise en sécurité de l'installation n'apparaissent pas dans la liste, à titre d'exemple. L'inspection demande à l'exploitant de compléter ces consignes, conformément aux dispositions de l'article 32.12 de l'arrêté préfectoral du 21/10/2003.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.14
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir pour son établissement un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan doit définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.
Constats : Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant n'a pas justifié de plan d'intervention en cas de sinistre pour son établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques doit être effectué au moins une fois par an
Constats : Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a présenté une copie du compte-rendu Q18, relatif à la vérification complète des installations électriques du site, par Bureau Véritas, en date du 24/02/2023. Toutefois, l'exploitant n'a pas justifié du traitement des non-conformités indiquées dans le compte-rendu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Séparation des 2 unités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 32.15
Thème(s) : Risques accidentels, Séparation des 2 unités de stockage
Prescription contrôlée : Les 2 unités de stockage doivent être séparées par une porte coupe-feu à déclenchement

automatique (fusible asservi à la détection incendie).
Constats : Sur demande de l'inspection, lors de la présente visite, l'exploitant a procédé à un test de fermeture d'une porte coupe-feu, constaté non fonctionnelle, le jour de la visite d'inspection du 03/06/2021. Ce test a été concluant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Organisation du stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2003, article 36
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation du stockage dans les magasins de produits finis
Prescription contrôlée : Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage. Des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. La hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 mètres. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme. Il est interdit d'entreposer dans le dépôt d'autres matières combustibles à moins de 2 mètres des îlots de produits. Les stockages situés à l'extérieur des locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662 ou 2663, doivent être séparés des murs extérieurs de ces locaux par un espace libre d'au moins 5 mètres.
Constats : Lors de la présente visite, l'inspection a constaté les enfléments suivants: - l'îlotage de 2 000 m ³ est respecté ; - les passages libres de 2 m de part et d'autre des îlots de stockage sont mis en place ; - les surfaces de stockage dans les magasins de produits finis ainsi que les stockages extérieurs ont été réorganisés pour respecter les dispositions réglementaires relatives aux stockages.
Type de suites proposées : Sans suite